

Avis adopté

Séance plénière du 25 octobre 2023

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023

Déclaration du groupe Familles

Le rapport annuel sur l'état de la France du CESE 2023 s'apparente au pointillisme : des touches de couleurs avec des focus intéressants mais d'inégale portée. Dans cette technique picturale, le recul est nécessaire mais l'harmonie de l'image d'ensemble peine à apparaître.

Le groupe Familles retient toutefois avec intérêt plusieurs pistes à prendre en compte dans les travaux du CESE, notamment s'agissant de la mesure de la pauvreté dans toutes ses dimensions. En lien avec le débat qui enflé dans les médias : dans un contexte inflationniste, les salaires augmentent versus la pauvreté explose en France, le présent avis appelle à approfondir et à nuancer la mesure de pauvreté au travers des budgets de référence. Depuis le début des années 1950, l'Unaf fait vivre un outil à cet effet, les budgets-types pour un minimum de vie décent. Ces budgets ne décrivent pas ce que dépensent effectivement les familles ou ce qu'elles ne peuvent plus dépenser à partir du tant du mois. Ils décrivent de façon plus fine le niveau des dépenses estimées nécessaires pour qu'une famille vive sans privation. 8 types de familles sont ainsi suivis tous les mois par ces budgets-types.

Deuxième point d'intérêt, la crise du pouvoir d'achat avec le focus fait sur les Outre-mer. Le groupe Familles tient à le rappeler une nouvelle fois : une forte inflation influe sur la perte de pouvoir d'achat des prestations sociales et familiales du fait des modalités de revalorisation des montants comme des plafonds. Des mesures doivent être prises rapidement dans le cadre du PLFSS pour 2024 pour revaloriser ces prestations avec une attention particulière sur les plafonds, qui évincent trop de familles du bénéfice des prestations. Parce que les familles avec enfant sont les plus affectées par l'inflation, notamment pour leur alimentation, cette réponse des pouvoirs publics serait un soutien efficace et ciblé.

Le groupe Familles a voté l'avis.